

Dominic Champagne

Auteur, metteur en scène, et militant écologiste

28 mai 2020 IDÉES

La lutte contre la COVID-19 nous plonge dans une crise qui bouleverse nos certitudes. Est-ce que cette crise va modifier notre façon de vivre et notre rapport aux autres ? Le Devoir a demandé à différentes personnalités de réfléchir aux conséquences de la pandémie dans nos vies. Cette réflexion vous sera présentée en page Idées pendant quelques semaines. Aujourd'hui : Dominic Champagne sur l'environnement et l'urgence climatique.

J'ai vécu avec beaucoup d'intensité l'urgence climatique déclarée par la science, on le sait. À une semaine d'une rencontre prévue avec [François Legault](#) au sujet de son plan pour une économie verte, la pandémie est venue tout chambouler. J'ai vu depuis un homme d'État agir avec envergure et compassion, et je salue son sens du devoir et son dévouement. De mon côté, j'ai été frappé comme par un train par le méchant virus, j'ai perdu toutes mes sources de revenus et ma mère est morte dans les circonstances absurdes imposées par la catastrophe. Le regard que je porte aujourd'hui est nécessairement teinté par l'expérience de la mort qui rôde. Vous m'excuserez de cette ombre.

Je suis maintenant un orphelin persuadé d'une chose : je vais léguer à mes trois fils un monde en pire état que celui dont j'ai hérité de ma mère. Et la situation risque fort de s'aggraver. La crise actuelle est non seulement sanitaire, humanitaire, économique et écologique : c'est une crise morale à laquelle nous sommes confrontés. Nous vivons dans un monde où nos actions sont en train de compromettre l'avenir de la vie. Et cela doit cesser. Que faire ?

De la crise que nous traversons, nous pouvons tirer plusieurs leçons qui devraient nous éclairer pour la suite. Quand la nature se déchaîne, nous nous retrouvons bien vulnérables. Quand la catastrophe frappe, c'est toute la société qui écope. Et les premières victimes sont les plus démunis. La science est un recours qui permet de convaincre et de rallier. Elle doit être au cœur des décisions politiques. Nous sommes capables de changements rapides et radicaux. C'est à nos gouvernements que revient le rôle d'orchestrer les actions collectives. Mais nos gouvernements n'y arrivent pas seuls. C'est la mobilisation de l'ensemble de la société qui nous permet de nous en tirer. La crise est l'occasion d'une exceptionnelle prise de conscience dont nous devons tirer sagesse.

Donner un coup de barre

Nous avons une responsabilité envers l'avenir, envers la santé des êtres humains et la santé du monde qui nous entoure. Nous devons maintenant profiter de la relance économique qui va suivre pour donner un courageux et bénéfique coup de barre dans la bonne direction. Vers une économie viable. Cela implique un plan de transition qui met la science, la justice et la qualité de la vie au cœur des choix d'investissement de fonds publics qui vont façonner les dix prochaines années.

La science du climat nous dit que nous avons dix ans pour réduire de moitié nos émissions de GES d'ici 2030 « sous peine de conséquences désastreuses ». C'est un impératif qui doit s'imposer à toute décision d'investissement. Nous ne pouvons plus continuer d'ignorer la rencontre de l'exigence écologique. C'est à une politique de la préservation de la vie, qui priorise tout ce que nous sommes et tout ce que nous aimons, que nous devons nous consacrer. Il ne s'agit pas de sauver l'économie du désastre que notre hyperactivité engendre. C'est le désastre lui-même qu'il faut empêcher par les méfaits de notre activité économique. Disons haut et fort à quel avenir et à quel art de vivre nous aspirons !

Pour guider nos gouvernements, je propose la formation d'un Conseil national de la transition, une sorte de comité de salut public, constitué de sages, qui vont convenir, au nom de l'intérêt public et de la suite du monde, des grands choix d'investissement de la relance, en concertation avec toutes les régions du Québec. Au risque de paraître fantaisiste, je propose que ce comité soit présidé par une personnalité publique reconnue, imaginons Boucar Diouf, qui mettrait la sagesse de ses ancêtres, l'intelligence de la science, son extraordinaire humanisme, son souci de père de famille, sa sensibilité à l'égard de la nature, sa compréhension des réalités humaines, des régions et de Montréal et son ineffable sens de l'humour au service du bien commun. Pour que, de concert avec les citoyens de tous les horizons, nos gouvernements nous mènent vers une transition juste de notre économie.

Depuis le jour où nous avons pris conscience de notre capacité à polluer l'air, l'eau, les sols et l'atmosphère, l'éveil de nos consciences n'a pas suffi à endiguer la dévastation. Depuis le jour où la science nous a alertés du danger des gaz à effet de serre, la diplomatie climatique est demeurée impuissante à faire traduire en politiques efficaces les changements nécessaires. Parce que des intérêts puissants s'y opposent. Ceux qui tirent profit de la dévastation. Nous devons inverser cette tendance lourde qui nous mène à la mort. L'éveil de nos consciences restera vain si on ne saisit pas l'occasion pour traduire en politiques concrètes le message de la science et l'appel à la vie que l'invisible virus nous impose.

Notre désir d'humanité

La sagesse populaire, la somme de nos expériences, notre intelligence collective doivent être mises à contribution. Les solutions foisonnent. À la logique d'une croissance mortifère nous devons opposer notre désir d'humanité et d'une harmonie avec la nature. Au nom de la liberté d'entreprendre et de profiter de l'exploitation insoutenable des ressources de notre monde, nous avons abdiqué une part immense de notre souveraineté collective et de notre qualité de vie. Nous sommes en train d'y laisser notre peau, celle de nos vieux, celle de nos enfants. Le temps est venu de nous ressaisir. Sobriété et humilité s'imposent pour freiner notre pouvoir de destruction. C'est à un véritable plan Marshall que nous sommes conviés. L'État-providence doit reprendre la place qui lui incombe : face à la croissance libre et aveugle qui dévaste le monde, il doit se faire le maître d'œuvre de la nécessaire transition de notre économie, alimenté par le meilleur de nous-mêmes et non le pire. C'est le désir

d'être qui doit nous rapailler ! Il y a des choses qui doivent croître et d'autres qui doivent décroître.

D'abord faire croître ce qui est essentiel. Rêvons un peu. On constate à la dure qu'on ne peut plus laisser nos vieux vivre et mourir ainsi. On va faire de la dignité de leur avenir une priorité. Et leur créer des milieux de vie où on va faire appel aux meilleurs esprits dans la conception de bâtiments écoénergétiques qui seront des objets de beauté et de fierté nationales, avec des espaces de vie agréables où, par la loi, on va exiger qu'à leur table soit servie, là comme dans les garderies et les écoles, de la nourriture saine, cuisinée avec art, produite localement, de façon naturelle, par des agriculteurs de proximité, l'été dans des champs et l'hiver dans des serres chauffées à même les rejets de chaleur et à des tarifs préférentiels d'électricité. On va y essaimer des parcs et des marchés où les vieux, les jeunes et leurs parents pourront se rencontrer. Le soutien des meilleures pratiques va permettre de créer des emplois viables dans un monde viable. Voilà la richesse réelle à laquelle nous aspirons : une meilleure qualité de la vie.

Il importe aussi de décourager ce qui doit décroître. Tout ce qui contribue à la dégradation de notre monde : la surconsommation, les produits jetables, à l'obsolescence programmée, l'usage du plastique et de la pétrochimie à outrance, l'évasion fiscale et le soutien aux entreprises qui la pratiquent, l'agriculture et l'alimentation industrialisées, le tourisme de masse et l'usage de l'avion, à commencer par les jets privés, la production de produits de luxe, la surexploitation de nos forêts, la surpêche, la destruction des milieux naturels, des océans, des rivières.

La science est sans équivoque : les crises vont se multiplier. Si nous sommes incapables de saisir l'occasion actuelle pour agir avec sagesse, alors nous n'y arriverons pas. Il ne restera plus que les violentes leçons de la nature pour nous faire entendre raison. Mais alors il sera trop tard. Il n'y aura pas de vaccin contre l'effondrement de la vie et le dérèglement du climat.

Dans quelques jours, un an après avoir lancé avec le Pacte une consultation populaire pour répondre à la crise climatique, nous ferons état de nos conclusions. Dans l'espérance de contribuer au grand projet qui devrait nous rallier maintenant : reprendre confiance dans l'avenir.